

d'assurance frais médicaux. Toutefois, le gouvernement n'a pris aucune disposition pour permettre aux provinces de s'acquitter de leurs responsabilités. Ce n'est pas au gouvernement fédéral qu'on s'en prend lorsqu'on manque de médecins, d'hôpitaux et d'infirmières, mais aux gouvernements provinciaux. Il ne sera certainement pas facile pour le ministre des Finances d'expliquer l'attitude du gouvernement fédéral aux ministres des Finances des provinces lorsqu'ils se réuniront à partir de lundi et de mardi.

M. Woolliams: Le pauvre.

M. Baldwin: Il a déjà acheté un grand tube d'aspirine.

L'hon. M. Lambert: C'est un des problèmes que le budget aurait pu contribuer à résoudre. En second lieu, il y a l'inflation. Ce budget n'y apporte aucune entrave. Après tout, il y a un grand déficit qui doit être financé par des obligations. Nous allons recourir une fois de plus au crédit du gouvernement, ce qui n'enraye en rien l'inflation.

Quant aux 2 p. 100 de surtaxe je voudrais savoir qui elle vise principalement. Est-ce les salariés autres que les travailleurs à la production, ceux qui gagnent moins de \$8,000 par an? Beaucoup de cadres supérieurs des grandes sociétés canadiennes ont signalé qu'ils s'attendaient, dès les prochaines négociations au sujet des salaires, à de nouvelles exigences destinées à couvrir précisément ce point des déductions à la source. C'est un point dont les travailleurs sont très conscients. Ils sont très vite alertés à ce sujet.

L'hon. M. Stanfield: Les augmentations des tarifs postaux également.

L'hon. M. Lambert: Je parlerai dans un instant de ces augmentations des tarifs postaux qui se ramènent à des augmentations d'impôts. Une autre caractéristique du budget accroît les frais de l'entreprise et contribue à l'inflation. Je veux parler de la nouvelle accélération du paiement de l'impôt sur les sociétés. J'y reviendrai, mais cela ajoutera aux dépenses d'exploitation et fera donc monter les prix. Ce sera, n'est-ce pas, une nouvelle poussée vers l'inflation.

Je dois m'excuser auprès de la Chambre, monsieur l'Orateur, car l'autre soir j'ai, je crois, cité le chiffre de 153.6 comme étant l'indice du coût de la vie pour le mois d'août et je me suis aperçu que mes renseignements statistiques étaient incorrects.

L'hon. M. Benson: Ce n'est pas rare.

L'hon. M. Lambert: Je vois dans le dernier résumé statistique de la Banque du Canada, que l'indice global des prix à la consommation était, en septembre, de 156.4. En fait, entre mars et avril, il était de 153.6. En janvier 1968, il s'établissait à 152.6 et en septembre, il atteignait 156.4. L'indice a déjà monté de 3.8 points et l'année est loin d'être terminée. Il sera intéressant de voir ce qu'il sera à la fin de l'année.

• (5.00 p.m.)

On parle d'inflation. J'aimerais parler brièvement d'une déclaration préparée et présentée sur un ton de réprimande par le gouverneur de la Banque du Canada à Victoria le 17 octobre dernier. Permettez-moi de lire quelques courts extraits du discours de M. Rasminsky:

Certes, dans l'ensemble, la tenue de nos prix et de nos coûts depuis 1960 se compare assez favorablement à celle des autres pays, mais en 1966 et 1967 nos coûts ont augmenté plus rapidement que ceux de la plupart de nos principaux concurrents, y compris les États-Unis. Au fait, on pouvait croire l'automne dernier que nous avions fini par développer au Canada une psychose de l'inflation. J'ai essayé d'attirer l'attention sur ce problème dans une causerie à Winnipeg en novembre. J'ai alors exprimé l'avis qu'il fallait combattre toute tendance à miser sur l'inflation, qu'il fallait proclamer bien clairement que celle-ci ne pouvait être acceptée comme régime normal au Canada et j'ai ajouté que c'était là la tâche la plus urgente des politiques publiques.

Quel a été le résultat? Pour ce qui est du gouvernement actuel, depuis novembre dernier jusqu'à ce jour, le coût de la vie a augmenté de 5.5 points. Et je ne vois pas que le gouvernement ait cherché à prendre certaines des initiatives qui semblaient indiquées. Par suite des mesures qu'il a prises au cours des années passées, de celles qu'il n'a pas prises, il s'est trouvé impuissant devant le problème de l'inflation. J'estime que c'est là le principal problème de l'économie du pays. Le gouverneur de la Banque du Canada nous a prévenus longtemps d'avance que c'était là la tâche la plus importante des politiques publiques. Malgré cela, le gouvernement a répondu qu'il avait une campagne à mener pour se trouver un chef, et de là il s'est lancé au galop dans une campagne électorale au lieu de rester ici pour s'occuper de ces problèmes. Et pendant ce temps-là, nous avons vu l'inflation monter en flèche. Quelle sera la situation à Noël? Les pensionnés de la vieillesse et ceux qui dépendent d'un revenu fixe, ici au Canada, trouveront sûrement dans leur bas de Noël un vrai cadeau lorsque les derniers chiffres sur le coût de la vie en 1968 seront publiés.